

**Union européenne - Ukraine - L'UE  
proroge jusqu'au 15 mars 2018 les  
sanctions liées aux actions menées  
contre l'intégrité territoriale de  
l'Ukraine - Communiqué de presse  
du Conseil de l'Union européenne**  
(Bruxelles, 14 septembre 2017)

Le 14 septembre 2017, le Conseil a prorogé pour une nouvelle période de six mois, soit jusqu'au 15 mars 2018, les mesures restrictives liées aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine. Ces mesures consistent en un gel des avoirs et une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'UE.

Une évaluation de la situation a permis de conclure qu'il n'y avait pas lieu de modifier le régime de sanctions. À l'issue du réexamen de la liste des personnes et entités soumises à ces mesures restrictives, le Conseil a décidé d'en retirer le nom de quatre personnes décédées. Trois entités inscrites qui avaient fusionné ont été retirées de la liste tandis que l'entité issue de la fusion a été ajoutée afin que le niveau des sanctions reste inchangé. Les mesures restrictives s'appliquent désormais à 149 personnes et à 38 entités.

Les informations pertinentes et les motifs d'inscription sur la liste concernant ces personnes et entités ont été actualisés dans la mesure nécessaire. Les actes juridiques correspondants pourront être consultés dans le Journal officiel de l'UE du 15 septembre 2017.

D'autres mesures ont été mises en place par l'UE en réaction à la crise en Ukraine, dont :

- des sanctions économiques visant des secteurs spécifiques de l'économie russe, actuellement en vigueur jusqu'au 31 janvier 2018 ;
- des mesures restrictives en réponse à l'annexion illégale de la Crimée et de Sébastopol, limitées au territoire de la Crimée et de Sébastopol, actuellement en vigueur jusqu'au 23 juin 2018./.